

WASHINGTON PIÈGE KARIMOV

L'Ouzbékistan paye son changement d'alliance



Jusqu'à présent allié et protégé des États-Unis, Islam Karimov est soudain stigmatisé par la presse occidentale. C'est que « notre homme en Ouzbékistan » s'était lassé des manœuvres des Anglo-Saxons dans son pays, qui n'hésitaient pas à y créer des difficultés intérieures pour rendre leur aide indispensable. Il avait alors décidé de changer d'alliance et de se tourner vers la Russie et la Chine. Immédiatement, il s'est trouvé confronté à des violentes émeutes, qu'il n'a pas manqué de réprimer durement selon son habitude. Mais, cette fois, le président Islam Karimov se retrouve stigmatisé comme un tyran.

page 2

Non au TCE : rien n'est définitif

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Comme toujours, il est bien difficile de trouver un opposant au Traité constitutionnel européen (TCE) pouvant s'exprimer dans la presse *mainstream*. La victoire du « non » à deux référendums n'a pas permis de revigorer un pluralisme anémié, bien au contraire. Pire encore, les partisans du TCE s'interrogent ouvertement sur les moyens dont ils disposent pour appliquer les principales orientations du traité contre le suffrage populaire.

page 14

REPÈRE : 21 JUIN 1908

500 000 suffragettes dans la rue

Fondée en 1903 par Emmeline Pankhurst, l'Union sociale et politique féminine canalisa en Angleterre les différentes revendications féministes de l'époque, qui souhaitaient l'égalité avec les hommes. Héritières d'une longue tradition révolutionnaire, les suffragettes bataillent violemment pour l'obtention des mêmes droits que les hommes, n'hésitant pas à recourir aux actions les plus spectaculaires. Le 21 juin 1908, près de cinq cent mille sympathisants des suffragettes manifestent dans le Hyde Park de Manchester, réclamant le droit de vote pour les femmes. En vain. Le gouvernement fera systématiquement enfermer les suffragettes en s'assurant de ne pas s'attirer les foudres de l'opinion publique. Ce ne sera finalement qu'au terme de la Première Guerre mondiale, que les femmes de plus de 30 ans obtiendront pour la première fois en Angleterre le droit de vote. ■



ONU : BUSH VEUT PRÉCIPITER LA NOMINATION DE JOHN BOLTON

Le Sénat des États-Unis a, une nouvelle fois, repoussé la confirmation de la nomination de John Bolton comme ambassadeur à l'ONU. Alors que les républicains multiplient les initiatives contre les institutions internationales et comptent sur M. Bolton pour pulvériser les Nations Unies, les démocrates tentent au contraire de préserver une forme de droit international et s'opposent à cette nomination. Cependant, le président George W. Bush ne peut guère attendre plus longtemps. Pour contourner son opposition, il pourrait prétexter des vacances parlementaires et user d'une de ses prérogatives constitutionnelles. Il passerait outre le Sénat pendant que les parlementaires célèbreraient la fête nationale du 4 juillet. ■

Washington piège Karimov

L'Ouzbékistan paye son changement d'alliance

Jusqu'à présent allié et protégé des États-Unis, Islam Karimov est soudain stigmatisé par la presse occidentale. C'est que « notre homme en Ouzbékistan » s'était lassé des manœuvres des Anglo-Saxons dans son pays, qui n'hésitaient pas à y créer des difficultés intérieures pour rendre leur aide indispensable. Il avait alors décidé de changer d'alliance et de se tourner vers la Russie et la Chine. Immédiatement, il s'est trouvé confronté à des violentes émeutes, qu'il n'a pas manqué de réprimer durement selon son habitude. Mais, cette fois, le président Islam Karimov se retrouve stigmatisé comme un tyran.



Vladimir Poutine (au premier plan) et Islam Karimov

L'écrivain britannique Rudyard Kipling avait décrit l'affrontement par peuples interposés des empires tsariste et victoriens en Asie centrale comme un « grand jeu ». La partie a repris à trois joueurs : les États-Unis, la Chine et la Russie. Après le renversement des talibans en Afghanistan, le pouvoir vacille en Kirghizie, l'opposition est en ébullition au Kazakhstan, on parle de massacres en Ouzbékistan. La presse occidentale évoque une possible « révolution verte » (c'est-à-dire islamique) et d'un chaos total dans la région.

L'Ouzbékistan fait partie du « bassin de la Caspienne », une zone riche en gaz et

en pétrole. Les CARs (c'est ainsi que les anglophones désignent les républiques d'Asie centrale, Central Asian Republics) reproduisent un schéma typique des pays du tiers-monde producteurs de pétrole, où le secteur des hydrocarbures fonctionne en marge de la société, creusant les inégalités au lieu de favoriser une richesse collective.

Les Bermudes sont ainsi le 1er destinataire des exportations kazakhs avec 16 % du total, tandis que pour l'Ouzbékistan, la Suisse arrive en 2ème position avec 8,3 % [1]. Des chiffres qui s'expliquent par l'implantation off-shore, dans des pays à fiscalité réduite, de sociétés pétrolières actives sur place.



Après avoir adapté la théorie du *Rimland* de Spykman au nouveau contexte politique résultant de l'écroulement de l'URSS, le stratège états-unien **Zbigniew Brzezinski** préconisait l'établissement de relations spécifiques avec trois pays : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan. « Les hydrocarbures de la Caspienne sont un instrument pour aspirer géopolitiquement et économiquement l'Asie Centrale et la Transcaucasie sur le marché mondial et empêcher toute possibilité de réintégration impériale post-soviétique », écrivait-il pour résumer les objectifs de Washington dans la région [2].

Si les deux premières parties d'échecs (Ukraine, Azerbaïdjan) semblent avoir été gagnées, la troisième (Ouzbékistan) pourrait bien être perdue par les faucons de Washington.

L'Ouzbékistan n'a pas connu de thérapie économique de choc, ni suivi la globalisation. Si cela avait été le cas, il aurait déjà été pillé par des oligarques comme en Russie. Le système local est un capitalisme d'État de type fin de période soviétique qui s'accommode d'une agriculture semi-féodale.

C'était déjà l'un des plus grands centres de l'islam au temps de l'URSS, il y avait des *madrasas* à Tachkent. Compte tenu de la répression des partis politiques, ce sont des formes radicales de l'islam, généralement non-violentes, qui se sont imposées comme principales forces politiques, comme dans de nombreux pays arabes et asiatiques. D'origine palestinienne, le Hizb ut-Tahrir est devenu l'organisation la plus influente dans les CARs.

Après les événements des 12-13 et 14 mai 2005 à Andijan, les émeutiers n'ont

plus fait parler d'eux, leur identité est encore incertaine, le pouvoir se contentant de les qualifier d'islamistes et de criminels. Aujourd'hui, le pays est contrôlé par deux clans, celui de Samarkand et celui de Tachkent. Le clan de la Ferghana, qui était très influent par le passé, a été écarté du pouvoir. Il semble cependant qu'il ait noué une alliance avec des groupes musulmans pour retrouver son importance.



Gulnara Karimova

Il se heurterait à gourmandise de la fille du président, Gulnara Karimova, dont l'empire industriel (société « Zéromaks » notamment) grandit de jours en jours et qui joue *de facto* le rôle de n°2 du pouvoir.

Quoi qu'il en soit, le président Islam Abduganievitch Karimov est aujourd'hui plus préoccupé par l'image que les médias occidentaux donnent de lui que par une éventuelle instabilité du pays. Sur ce point, il a une conscience très aiguë de l'importance cruciale de la vallée de Ferghana. D'autant que c'est à la suite d'émeutes dans cette vallée qu'il a été catapulté président avec l'aide des élites locales. Toutefois, Shukuralla Mirsaidov, le leader de la vallée avec qui il avait fait alliance, fut discrédité quand il soutint le coup d'État de 1991 contre **Michaïl Gorbatchev**. Karimov se retrouvant isolé fit évoluer son gouvernement vers un despotisme oriental, sa tyrannie se nourrissant d'exemples dans l'histoire locale.

Les affrontements à Andijan

Les premières émeutes musulmanes à Andijan remontent à 1898, c'était contre l'armée du tsar. Les violences contre les Arméniens et les juifs sont fréquentes, les heurts entre musulmans aussi. Des massacres de Turcs Meskhets ont eu lieu en 1989-90 dans la vallée. Des manifestations violentes, quoi que non armées, sont chose courante dans la ville.

Les violences de la mi-mai 2005 ont fait la « une » de tous les journaux de la planète. L'emballement médiatique, qui les accompagna, fut digne des plus grandes manipulations de la fin du XXème siècle avec les épisodes de Raçak et Timisoara. Les rapports de la presse sont à l'évidence très éloignés de la réalité même si, comme nous allons le montrer, cette réalité n'est aujourd'hui encore que partiellement établie.

La première émeute, qui a suscité la répression, visait à libérer vingt-trois chefs d'entreprise emprisonnés depuis quelques mois, tous membres d'une confrérie politico-religieuse, l'Akramia. Selon **Alexeï Makarkine**, elle illustre l'alliance

entre des islamistes et le clan mafieux de la Ferghana, préoccupé de retrouver son autorité perdue.



Des témoins affirment qu'une centaine de personnes armées de fusils automatiques, de fusils à lunettes et de pistolets Makarovs (arme de point de fabrication russe) ont attaqué la prison et tué 52 gardes. Ils ont alors pillé l'arsenal de la base militaire toute proche qui contenait 150 kalachnikovs et 300 vieilles grenades à fragmentation RGD-5. Puis, ils ont attaqué la préfecture et occupé le bâtiment en prenant des otages. Pour une description plus précise des faits, on peut se reporter au témoignage anonyme d'un des détenus libéré de prison par les assaillants publié sur le site ferghana.ru [3] et repris par *Turkish Weekly*, l'hebdomadaire du think-tank turc d'obédience laïque « International Strategic Research Organisation » [4]. Le témoin rebaptisé « Roustam » évoque la présence de membres de son mouvement réfugiés à la frontière kirghize et préparant des opérations d'envergure, un « djihad » pas totalement assumé. Des sources proches du ministère de la Défense russe ont déclaré qu'une cinquantaine d'étrangers venants de pays asiatiques, y compris de la CEI, figuraient parmi les personnes tuées ou capturées pendant les affrontements.

Le séparatisme a toujours été puissant dans la vallée de Ferghana. Il est d'autant plus fort que cette zone fonde traditionnellement son économie sur les drogues. Il est surtout provoqué par le découpage géographique des frontières voulu par Staline. Pour se faire une idée plus précise de cette subtile imbrication, on peut consulter le rapport annuel de l'OGD (Observatoire géopolitique des drogues) de 1997 [5]. Chaque capitale d'Asie centrale est adossée à la frontière du pays voisin et « surveillée » par la capitale de ce dernier ou une ville de garnison.

Aucun pays n'est en mesure de garantir l'intégrité de son territoire, une frontière internationale ou une frontière géophysique infranchissable sépare toujours la capitale de la seconde ville du pays. La gestion de l'eau pose aussi de nombreux problèmes dans ces régions désertiques et augmente l'interdépendance des États. Les drogues peuvent arriver d'Afghanistan ou du Pakistan. La route suivie commence en Kirghizie, à Osh [6] (où débuta les « révolution des tulipes »), puis passe en Ouzbékistan, obligatoirement par Andijan qui n'est qu'à 50 km, pour aller ensuite vers Tachkent. Le Xing Kiang chinois, riche en pétrole (appelé aussi « Turkestan Oriental » par ceux qui luttent pour son détachement de la Chine), n'est lui qu'à 200 km. Son indépendance est inacceptable pour Pékin. Selon Ding Peihua, un spécialiste de

l'Asie centrale de l'Académie des Sciences de Shanghaï, de nombreux séparatistes sont basés en Ouzbékistan.

Andijan est une ville plutôt prospère, les entrepreneurs de l'Akramia y avaient d'ailleurs institué un salaire minimum, plusieurs fois supérieur à l'officiel. Ce qui leur vaut entre autres d'être accusés par le gouvernement de « mise en péril des bases constitutionnelles de l'Ouzbékistan ». Le commerce traditionnel, informel, présente un danger de destabilisation dans ces régions riches en trafics en tous genres, marquées par le clanisme et l'influence des confréries religieuses secrètes.

Le président Karimov a dénoncé une « attaque médiatique » contre son pays. Viatcheslav Ivanov, président de Politika, semble partager son avis [7]. Pour lui, l'information selon laquelle des manifestants pacifiques ont été pris pour cible est infondée. Le politologue parle de 300 islamistes-akramistes très organisés, ayant lancé la première attaque contre la prison. Pour lui, l'absence d'impact sur le bâtiment vitré jouxtant la place centrale démontre que la plupart des victimes ont été tuées ou blessées quand des corridors ont été mis en place pour permettre aux boïevikis d'évacuer les lieux. L'ancien rédacteur en chef des *Izvestia*, Vitaly Tretiakov [8], s'est aussi rendu dans ce pays qu'on dit en Russie faire partie de l'« étranger proche ». Il confirme : « Il n'y a eu aucun coup de feu sur des manifestants pacifiques. 95 % des reproches faits au gouvernement ouzbek sont absurdes et non-basés sur des faits réels ».

Bakiev, dont la coalition vacille actuellement et qui bien qu'auréolé de son statut de démocrate sans tâche a subi une tentative de renversement vendredi 17 juin, continue lui aussi à soutenir les autorités du pays voisin. L'**International Crisis Group**, ainsi que Human Right Watch et la **Freedom House**, affirment que les gens étaient désarmés et invitent le président **George W. Bush** à suspendre les négociations sur les bases militaires US. L'Ouzbékistan a ordonné une enquête et a de son propre chef invité les grandes puissances régionales à y participer, ce qu'elles ont accepté de faire contrairement aux États-Unis. Dans l'*Asia Times*, M. K. Bhadrakumar se demande justement : « Pourquoi la Maison-Blanche a-t-elle évoqué la doctrine de l'intervention humanitaire alors qu'elle s'est illustrée par une absence de telles préoccupations à Fallujah ? » [9]

Le Hizb ut-Tahrir (Parti de la libération ou HT)

Les communautés d'entraide économique et religieuse comme l'Akramia, dont faisaient partie les vingt-trois hommes d'affaires arrêtés le 23 juin 2004 et jugé à Alatankul lors des violences, sont courantes chez les soufis tariqa. Nombres d'entre elles sont devenues puissantes, ainsi le Refah Partisi (Parti de la prospérité) est-il désormais au pouvoir en Turquie. Le mouvement tirait à l'origine une partie de sa popularité du pan-turquisme qu'il affichait, l'islam a pris le dessus comme vecteur d'unification. Près de 7 millions de Turcs sont originaires de Transcaucasie et d'Asie centrale, ils constituent un lobby influent en Turquie. Le pays a lancé une chaîne de télévision, Avrasia TV qui diffuse dans toute la région.

Selon B.Raman, [10] le Hizb ut-Tahrir propose une démocratie dans laquelle Allah est souverain et une version islamique de l'économie de marché. Le HT a été fondé en 1953 par Sheikh Taqiuddin an-Nabhani Al Falatani, un juge de la

cour d'appel de la Sharia à Jérusalem. Le bureau central situé est à Londres [11] est dirigé par Sheikh Omar Bakri Muhammad, un syrien de 42 ans. Le HT revendique l'usage unique d'agit-prop pour répandre ses idées. Le mouvement compterait 20 000 membres actuellement en Ouzbékistan, dont 8 000 en prison. Leur leader est Vahid Omran. Il s'agit d'un réseau clandestin organisé en cellules autonomes de 5 personnes, que ses détracteurs présentent comme une vitrine politique d'Al Qaïda. L'organisation étend son influence actuellement en Afghanistan, au Pakistan et au Xing kiang. L'IMU, l'autre mouvement islamique important de la région, était plutôt composé d'anciens soldats de l'armée soviétique, le HT a une large proportion d'étudiants post-91, d'entrepreneurs et de membres des forces de sécurité. L'IMU est classé parmi les organisations terroristes par les États-Unis, pas le HT. D'après Ahmed Rashid [12], l'IMU s'est réorganisé à partir des zones à forte densité de peuplement au Pakistan.

L'Akramia, le groupe dont faisait partie les vingt-trois hommes d'affaires emprisonnés avant le massacre, est considérée par les analystes ouzbeks comme dissident du HT, dont il contesterait le refus de la violence. D'autres auteurs le représentent comme la vitrine politique du HT. À partir de l'indépendance en 1991, la construction de mosquées financées par les Saoudiens et le pèlerinage sont autorisés, mais depuis 1995, avec l'émergence du HT, cette politique est inversée. Pour K.Gajendra Singh [13], ce sont les politiques néfastes des États-Unis, des Saoudiens et des Pakistanais qui ont apporté le wahhabisme dans les CARs. Notons que le terme de wahhabisme désigne ici plus un islam financé par des Saoudiens qu'une réplique de la religion saoudienne, de toute manière en opposition à un islam libéral imprégné de la mystique soufie.

La répression s'est accentuée après les vagues d'attentats de 1994 et 1999, dont on ne connaît toujours pas précisément les commanditaires [14]. Ils ont servi les intérêts de factions nationales et de puissances étrangères qui convoitent les richesses du pays. D'après B. Raman, le HT mène des campagnes virulentes contre le gouvernement ouzbek, contre les États-Unis, mais aussi contre la communauté juive, parlant même de Karimov comme d'un traître juif [15]. La majorité des juifs new-yorkais originaires de Boukhara, émigrée au début des années 90, continuent d'ailleurs à soutenir Karimov. Rafael Nektalov, l'éditeur en chef du *Boukharian Times*, affirme que les juifs restés sur place (ils sont environ 12 000) partagent cet avis.

Les Anglo-Saxons

L'administration états-unienne a été saisie d'une véritable schizophrénie devant le tyran ouzbek. Le département d'État le critique, tandis que celui de la Défense le soutient. Donald Rumsfeld souhaite même implanter des bases permanentes dans le pays. C'est sans doute pour cela qu'il s'oppose à une enquête internationale sur la répression. En juin 2004, le département d'État avait annulé une aide de 18 millions de dollars, geste aussitôt désavoué par le chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers, qui compensait deux mois plus tard cette sanction par une aide militaire de 21 millions de dollars.

L'Ouzbékistan est l'un des dix États où la Coalition a transféré des suspects pour qu'ils soient torturés par les services locaux [16]. Les diplomates du

département d'État tentent de convaincre le Pentagone et la CIA d'adopter une politique plus nuancée. Ils préconisent d'utiliser l'aide apportée pour négocier des réformes.

Un oligarque pro-états-unien, **Sanjar Oumarov** vient d'être élu récemment à la tête d'une alliance hétéroclite d'hommes d'affaires appelée « Serkouech Ouzbékistonim » (Ouzbékistan ensoleillé). Il propose d'ouvrir tous les secteurs de l'économie ouzbèke aux investissements étrangers et soutient un projet d'oléoduc financé à 100 % par les États-Unis. Dans une lettre à **Condoleezza Rice**, il demandait récemment une intervention plus ferme auprès du leader ouzbek pour qu'il réforme le pays et change de gouvernement. Un autre membre de l'opposition ouzbèke, Muhammad Salikh, le leader du parti « Erk » se rendra à Washington promouvoir ses idées du 27 au 30 juin

Craig Murray, ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Ouzbékistan, a été lourdement sanctionné par le gouvernement de Sa Majesté pour avoir dénoncé la torture sous-traitée par la CIA états-unienne et le MI-6 britannique. Il avait au grand désespoir des autorités fait autopsier le cadavre d'un détenu ébouillanté, qu'il avait fait transférer en Écosse. D'après lui, depuis 2002 et le début des critiques d'ONG concernant les droits de l'Homme, l'aide financière apportée à l'Ouzbékistan est prélevée sur les fonds secrets du Pentagone [17]. Il affirme aussi qu'il y a quelques semaines, des sociétés états-uniennes ont été engagées pour construire un pipeline reliant l'Asie centrale à la mer d'Arabie par l'Afghanistan.

Dans l'*Asia Times*, [18], le docteur Imran Waheed du bureau du Hizb ut-Tahrir à Londres, dénonçait aussi les multiples tortures et même l'injection par les géôliers ouzbeks de sang infecté par le virus du sida aux détenus qui continuent à prier et qui refusent de demander pardon à Karimov.

Le 2 juin, les États-Unis ont conseillé à leur personnel non-essentiel et à leurs familles de quitter l'Ouzbékistan. Ils connaissent avec précision la situation du pays car ils ont eux-mêmes formé et entraîné les forces impliquées dans la répression du soulèvement d'Andijan [19]. Certains membres des unités spéciales de contre-terrorisme, les « Bars » par exemple, ont suivi un entraînement en Louisiane en 2004. Des officiers de la sécurité ouzbèke ont aussi reçu des cours de gestion des conflits et de commandement tactique au Nouveau-Mexique, en 2003. Il semble que ces unités aient participé à l'intervention sanglante.

Cela fait longtemps que les Anglo-Saxons utilisent l'islam politique comme un instrument pour changer la région. Leur position est toujours aussi ambiguë, Ils réduisent l'aide à l'Ouzbékistan pour cause d'absence de progrès en matière de Droits de l'Homme, mais dans un même temps, ils augmentent les aides militaires, qui elles-mêmes sont justifiées par la présence de terroristes islamistes. **Philip Zelikow**, très proche collaborateur de **Condoleezza Rice** n'a pas hésité à déclarer que Bush est conscient de la possibilité de l'arrivée au pouvoir de forces islamistes et qu'il est prêt à « courir le risque ». En mars de cette année, c'est le représentant du Foreign Office qui a vu sa visite annulée par Karimov pour avoir soulevé la question des droits humains.

Des informations contradictoires circulent actuellement au sujet des bases aériennes états-uniennes de Karsh-Khanabad (les anglophones les appellent « K2 »). Washington parle de restriction par les Ouzbeks de leur usage et dit craindre que ces restrictions ne deviennent permanentes. Cependant, les Ouzbeks ont peut-être sur-estimé l'utilité des bases K2 pour les États-Unis et leurs alliés. Celle-ci est indiscutable dans l'optique d'investissements dans le pays, elle l'est moins du point de vue du maintien de la stabilité en Afghanistan. Une partie des avions initialement stationnés a déjà été relocalisée à l'extérieur du pays. Un autre intérêt, très peu évoqué incite les États-Unis à rester à Karsh : la présence à proximité d'une des plus grosses usines de traitement de l'uranium de l'ex-URSS [20]. Si des troubles venaient à éclater dans la région, les États-Unis seraient peut-être « obligés » de maintenir leur base.



Enfin, Islam Karimov s'est lassé des manœuvres anglo-saxonnes. L'ancien fonctionnaire du ministère du plan de l'URSS, qu'il est, s'est donc spontanément tourné vers la Chine et la Russie qui sont elles-mêmes en train de se rapprocher l'une de l'autre. Le modèle de développement économique chinois et son pouvoir fort lui plaisait depuis toujours. Il a été chaleureusement accueilli à Pékin, en « vieil ami », juste après les violences du 13 mai 2005 à Andijan. Il a été honoré du tapis rouge et d'une salve de 21 coups de fusils. Les deux États ont signé un traité de partenariat amical et de coopération ainsi que 14 accords dont une joint-venture de 600 millions de dollars dans le domaine pétrolier entre Uzbekneftegaz et la China National Petroleum Corporation. Ayant scellé cette alliance avec la Russie et la Chine, Karimov pouvait adopter une position dure à Andijan sans prêter attention à l'Occident ; un comportement qui agace profondément les États-Unis.

Le revirement de Karimov remonte en fait de l'invasion de l'Irak à la fin 2002. Il soutenait auparavant les Anglo-Saxons pour renverser les Talibans. Il s'est par la suite rapproché de l'Organisation de coopération de Shanghai [21] et a même insisté pour que son centre anti-terroriste soit basé à Tachkent. Une rencontre avait justement eu lieu le 3 juin à Astana, juste avant le début de la campagne médiatique... Ces États semblent décidés à intensifier leur coopération pour assurer la stabilité et la sécurité de la région. Ils souhaitent aussi intensifier leur collaboration avec l'ASEAN et la CEI. Un statut d'observateur a été accordé à

l'Inde, à l'Iran et au Pakistan, le but est de damer le pion au G20 [22] et à l'OTAN [23]. L'Iran qui fait face aux vellétés dominatrices US, s'est jointe à la Chine et à la Russie, désireuses de lutter contre l'unilatéralisme et les intentions hégémoniques états-uniennes.

L'Inde, bien que partenaire du tout nouveau projet de gazoduc à 4 milliards de dollars pour transporter le gaz iranien chez elle, en passant par le Pakistan, est omnubilée par le problème du Cachemire et reste attentive aux tentatives pakistanaises de trouver une profondeur stratégique en Asie centrale. D'après le politologue Boris Eisenbaum [24], « reconnaître une influence dominante russe en Asie centrale permet aux autorités iraniennes d'instaurer de bonnes relations avec Moscou qui s'engage à leur livrer de l'équipement militaire et une centrale nucléaire ». La Chine, elle aussi, est grande consommatrice de produits militaires russes [25].

Certains guerriers à Washington se sentiraient orphelins s'ils devaient quitter le champ de bataille d'Asie centrale. Renverser le gouvernement ouzbek et mettre en place un oligarque obéissant semble être l'un des plans étudiés outre-Atlantique, mais il n'est pas impossible que des scénarios plus périlleux aient été envisagés.

Viatcheslav Khamisov, de l'Institut international d'études stratégiques à Bichkek pense que : « L'Occident n'a pas aidé suffisamment l'Afghanistan après la guerre, de ce fait il a perdu l'initiative stratégique en Asie centrale ».

Le rôle important joué par les Ouzbeks dans le gouvernement de Kaboul et dans les provinces est susceptible d'augmenter les tensions du fait des solidarités ethniques. Pour le président afghan, Hamid Karzaï, qui tient son autorité exclusivement de la présence militaire US, les problèmes de l'Ouzbékistan sont une bonne occasion pour obtenir des bases états-uniennes permanentes sur son sol. Il peut espérer ainsi à la fois se maintenir au pouvoir et protéger son pays des vellétés d'expansion ouzbèques. Islam Karimov a en effet de grandes ambitions géopolitiques, c'est un grand admirateur de Tamerlan, plus pour sa qualité d'impitoyable conquérant d'ailleurs que pour ses qualités de grand administrateur. C'est sans doute pour satisfaire à ses ambitions qu'il avait choisi de s'allier aux États-Unis. Le voilà revenu à une alternative pacifique. Il a sans doute gardé en tête le sort réservé à de nombreux régimes dictatoriaux soutenus ou même mis en place par Washington par le passé.

En Russie, des manifestations de jeunes « Eurasistes » en soutien au président Karimov ont eu lieu devant l'ambassade ouzbèque. L'eurasisme, cette adaptation de la théorie du *Heartland* de Mackinder, séduit aussi bien des membres de la droite dure, des libéraux que des démocrates. Elle se fonde sur un sentiment d'unité avec le monde turco-persan. La Russie est toujours bien implantée dans la région. Elle a pratiquement le monopole de l'industrie du gaz au Turkménistan. Le Kazakhstan est resté très proche à cause de son importante population russe et des liens stratégiques entre les deux pays, le nucléaire et la base spatiale de Baïkonour notamment. Le ministre des finances Alexéï Koudrine avait annoncé en février 2005, que les banques chinoises avaient fourni 6 milliards de dollars sur les 9,3 milliards que Yuganskneftgaz a coûté à Rosneft. C'est la plus grosse participation étrangère dans le secteur très

gardé du pétrole russe. Gazprom gagne aussi du terrain grâce à sa politique de corruption ouverte de fonctionnaires ouzbeks. Des exercices militaires ont aussi eu lieu cette année entre les deux pays, les premiers depuis 1958 !

L'Organisation de coopération de Shanghai est en passe de devenir une véritable organisation politico-militaire régionale, il ne reste plus qu'à intégrer des États ouest-européens à la structure pour avoir les bases de la première organisation politique eurasiennne.

Il s'agit d'un véritable échec pour les États-Unis qui considèrent l'Ouzbékistan comme l'un des points stratégiques pour sécuriser le « Grand Moyen-Orient », cette ceinture de pétrole et de gaz qui a aussi l'avantage de provoquer un encerclement de la Russie et une pression sur la Chine tant redoutée. Sans l'Ouzbékistan, les États-Unis n'ont plus que l'enclave afghane sous leur contrôle, or ce pays ne représente un intérêt que pour le transit des hydrocarbures venants d'Asie centrale. Pour le moment, elle ne sert à rien sinon à la production massive d'héroïne. On est loin de l'eldorado pétrolier envisagé...

Le 14 mai, le département d'Etat, plein de bonne volonté, vantait encore les « progrès substantiels et continus » du pays vers la démocratie. Maintenant que la rupture est consacrée, les méthodes de déstabilisation maintes fois éprouvées par les États-Unis vont être utilisées sans aucun doute. Leur envergure sera à la mesure des investissements déjà effectués dans la région. On évoque dans certains milieux une élimination physique de Karimov, ou un simple renversement. C'est un grand coup que l'homme fort de l'Ouzbékistan a porté aux positions de l'OTAN et des États-Unis en Asie centrale et sa trahison appelle une revanche. La répression de l'opposition interne, même manipulée par les États-Unis, lui convenait car elle lui permettait d'asseoir son pouvoir. Cela ne l'a pas empêché de flirter discrètement avec ses voisins. Les violences permettaient jusqu'ici de justifier la présence US, d'où une suspicion permanente quant aux véritables commanditaires. Le départ des forces alliées laisserait le champ libre à la contestation qui cette fois ne serait pas dirigée contre elle. Au ministère des Affaires étrangères d'Ouzbékistan on offre une autre explication : les limitations imposées aux États-Unis étaient décidées depuis trois mois et les événements d'Andijan ne seraient qu'une conséquence directe de leur décision d'arrêter de se plier à leurs exigences.

Henry Kissinger lançait il y a peu lors d'une rencontre de l'US-India Business council « le grand jeu est en train de reprendre, il serait ironique que la direction des pipelines et leur emplacement devienne l'équivalent moderne des disputes coloniales du 19ème siècle ». Il semble que les puissances locales s'entendent actuellement pour une redistribution des cartes et l'exclusion d'un des joueurs qui avait la particularité de fixer les règles du jeu tout en les enfrennant de façon éhontée.

S. Djamal

[1] Boris Eisenbaum, « Guerres en Asie centrale », luttes d'influence, pétrole, islamisme et mafias 1850-2004. Grasset, 2005

[2] *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, BasicBooks, 1997. Version française : *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997

[3] Ferghana.ru a été créé par Daniil Kislov, un Russe originaire de la ville de Ferghana, soutenu à ses débuts par Georges Soros et basé à Moscou. C'était le seul média disposant d'un correspondant sur place, à Andijan, lors des événements. Ses rapports étaient les seuls témoignages en direct sur lesquels pouvaient se baser les médias étrangers. Les visites du site sont montées à 60 000 par jour durant la répression. La consultation de ce site est devenue passible d'une amende de 10 000 soms, soit deux fois plus que pour la consultation d'un site pornographique.

[4] L'International Strategic Research Organisation est basée à Ankara, <http://www.isro.org.uk/>. Elle publie aussi le *Journal of Central Asia and the Caucasus*.

[5] <http://www.reseauvoltaire.net/article7396.html>

[6] L'OGD signalait déjà en 97 que dans cette ville, le parc de voitures allemandes était proportionnellement le plus important d'Asie centrale...

[7] Cf. une interview à la radio « Échos de Moscou », reprise par le site ferghana.ru, <http://news.ferghana.ru/detail.php?id=3815>

[8] Vitaly Tretiakov est actuellement éditeur du journal *La Classe Politique* .

[9] http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/GF16Ag01.html

[10] B.Raman est ancien secrétaire et chef de cabinet du gouvernement indien. Il est actuellement directeur de l'Institute for Topical Studies de Chennai (Madras). Articles cités : <http://www.saag.org/%5Cpapers14%5Cpaper1380.html> et <http://www.saag.org/%5Cpapers14%5Cpaper1381.html>

[11] <http://www.hizb-ut-tahrir.org/>

[12] *Djihad, the rise of militant islam in central Asia* par Ahmed Rashid, Yale University Press, 2002. Version française *Asie centrale, champ de guerre : cinq républiques face à l'islam radical*, éd. Autrement, 2002.

[13] K. Gajendra Singh, ancien ambassadeur, est actuellement directeur de la Fondation pour les études indo-turques.

[14] « **Le despote ouzbek s'achète une respectabilité** » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 2 avril 2004.

[15] « jewish stooge ».

[16] La loi états-unienne interdisant la torture, les Etats-Unis ne la pratiquent officieusement que dans les bases extraterritoriales de Guantanamo et Bagram. Les capacités de celles-ci étant limitées, ils font sous-traiter des interrogatoires par des tortionnaires étrangers.

[17] « What drives support for this torturer », *The Guardian*, 16 mai 2005, cf **notre analyse**.

[18] « Islamic blame game->http://www.atimes.com/atimes/Central_Asia/GE17Ag03.html] ».

[19] « Uzbek Ministries in Crackdown Received U.S. Aid-><http://www.nytimes.com/2005/06/18/international/asia/18uzbekistan.html>] » par C. J. Chivers et Thom Shanker, *The New York Times*, 18 juin 2005.

[20] Le NGMK, Navoïski gorno-metallurgitcheski kombinat traite notamment l'or, dont l'Ouzbékistan est le 4ème producteur mondial

[21] L'Organisation de coopération de Shanghai rassemble la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghiztan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

[22] Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie, créée par les États-Unis pour l'indispensable sécurisation politique des investissements US. L'Ouzbékistan s'en est retiré le 5 mai 2005 en affirmant que l'organisation avait « changé » de manière significative ses tâches et objectifs.

[23] L'Ouzbékistan a claqué la porte de plusieurs réunions de l'Organisation dernièrement.

[24] Op. cit.

[25] Les Chinois ont acheté pour 2 milliards de dollars d'armement russe en 2004. Les échanges non-militaires doivent passer de 20 milliards de dollars en 2004, à 60 milliards en 2010

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Non au TCE : rien n'est définitif

Analyse

Le Conseil européen du 16 juin 2005 a décidé de faire une « pause » dans la ratification du Traité constitutionnel européen (TCE) et « d'ouvrir une période de réflexion » sur les institutions européennes. Les chefs d'États et de gouvernements de l'Union suivent donc les recommandations des partisans du texte qui se sont largement exprimés dans la presse ces derniers jours. Comme toujours, il est bien difficile de trouver un opposant au TCE pouvant leur répondre dans la presse *mainstream* sur ce qu'il convient de faire à présent. La victoire du « non » à deux référendums n'a pas permis de revigorer un pluralisme anémié, bien au contraire. L'expression majoritaire des citoyens ne trouve pas sa voix dans la presse.

Pire encore, les partisans du TCE s'interrogent ouvertement sur les moyens dont ils disposent pour appliquer les principales orientations du traité contre la volonté populaire.

Pour l'ancien président de la Convention européenne, Valéry Giscard d'Estaing, il faut comprendre les raisons du vote non afin d'en « limiter les effets néfastes ». Pour se faire, *Le Monde* lui ouvre largement ses colonnes et publie sa très longue tribune. L'ancien président se livre d'abord à un exercice rhétorique consistant à condamner le choix du référendum pour la ratification tout en l'acceptant sur le principe. Le choix du référendum était approprié si on ne soumettait que la partie I et II à ratification, mais dès lors qu'on y ajoutait la troisième partie, il fallait privilégier la voie parlementaire. La partie III est trop complexe pour être comprise par les citoyens. Selon lui, le rejet du TCE est dû aux arguments « perfides » et « xénophobes » des partisans du non et à une inquiétante stratification française qui pousse les classes populaires à refuser les arguments des élites. Brossant un portrait apocalyptique de l'avenir de la

France dans l'Union, il estime cependant qu'il existe un espoir. Applaudissant les « courageux » partisans du traité, il affirme que c'est sur cette minorité que la France pourra s'appuyer pour redémarrer sa politique européenne. Ainsi, selon l'ancien président de la République, après le référendum, c'est l'opinion minoritaire qui doit être défendue contre l'option ayant remporté le scrutin. Il appelle donc à la patience pour que les Français finissent par accepter ce texte. Bref, il faudra recommencer le vote quand le peuple sera « prêt » ; étrange conception de la souveraineté populaire.

Dans l'*International Herald Tribune*, quatre analystes atlantistes, Timothy Garton Ash, Michael Mertes, Dominique Moïsi et Aleksander Smolar, demandent au Conseil européen de préserver des aspects du texte qui leur sont chers malgré le double refus français et néerlandais. Pour eux, il est essentiel que les économies européennes soient dérégulées, que l'Union européenne ait une politique étrangère commune sous la férule de Javier Solana et que l'élargissement se poursuive. Il faut enfin trouver un accord sur le budget. Ainsi, peu importent les résultats des votes, seul compte le maintien des orientations ayant la bénédiction états-unienne. Pour le reste, comme Valéry Giscard d'Estaing, ils estiment qu'il faut attendre. Dans le même quotidien, l'ex-commissaire européen Frits Bolkestein estime que l'Union européenne a été trop ambitieuse. Il propose une série de sujets de réflexion pour réformer l'Union. Il en ressort qu'il faut davantage s'appuyer sur les États et que rien ne sert de développer davantage les institutions pour l'instant. Il demande également que l'adhésion turque soit repoussée sous peine de ne créer qu'un vaste marché commun.

Dans *The Independent*, le dirigeant libéral démocrate, Charles Kennedy, estime également qu'il est urgent d'attendre. Le double refus du TCE a montré que les citoyens se méfiaient de l'Europe. Il est donc important de les rassurer et de rendre l'Union plus transparente. Charge ensuite à une nouvelle génération de dirigeants politiques de s'appuyer sur cette base pour en construire une nouvelle. Toutefois, il faut dès maintenant ouvrir les économies (ce qui était source de débat en France) et réformer la Politique agricole commune (PAC).

Cette question de la réforme de la PAC est centrale ces derniers jours dans la presse britannique. Elle a été relancée par la riposte britannique aux demandes de Jacques Chirac et Gerhard Schröder de révision du rabais britannique dans leur contribution au budget de l'UE. Cette manœuvre franco-allemande a mis en difficulté Tony Blair avant qu'il ne prenne la présidence de l'Union européenne pour six mois. Le Premier ministre britannique aurait pu utiliser cette période pour marginaliser la France en raison du refus du TCE, mais il est aujourd'hui contraint à justifier sa politique européenne. C'est ce qu'il fait dans une interview au *Figaro*. Il réaffirme fermement qu'il n'y aura pas de discussion sur le rabais britannique sans réforme de la PAC et justifie sa position en comparant les bénéfices que la France retire de l'Union européenne en comparaison du Royaume-Uni.

Dans *The Independent*, l'ancien ministre britannique des Affaires européennes, Denis MacShane tente de minimiser la question. Il n'y a rien de nouveau dans l'opposition sur le budget européen. Par contre, cette nouvelle crise illustre les difficultés des Britanniques à assurer un leadership en Europe. Les partis politiques britanniques, pas plus que les syndicats ou les ONG, n'ont développé de liens en Europe qui permettraient de relayer les politiques et point de vue de Londres dans les autres pays.

De son côté, dans une interview au *Figaro*, la Premier ministre ukrainienne Yuliya Tymoshenko s'inquiète du retard pour l'adhésion de l'Ukraine que pourrait occasionner le rejet du TCE. Pour elle, le refus du texte est un coup dur, mais il doit pousser l'Ukraine à travailler davantage. À mots couverts, elle accuse la Russie de Poutine d'employer des méthodes staliniennes pour dominer son pays et transforme la prise de contrôle de l'économie ukrainienne par son clan en une opération main propre. Cette interview a été réalisée alors qu'elle était en visite en France pour réaliser des partenariats avec les entreprises françaises et notamment Gaz de France.

Il semble que le rideau de fer qui empêche les médias de travailler en Ouzbékistan soit l'occasion pour tous les acteurs de la crise, dans le pays comme à l'étranger, d'utiliser la désinformation dans la lutte pour le pouvoir et l'exploitation des richesses. Un mois après les affrontements d'Andijan, la lumière n'est toujours pas faite sur ce qui s'est réellement passé ni sur le nombre de victimes.

Dans une interview à *Novyie Izvestia*, Barkhom Khamkhoiev, l'un des coordinateurs de l'émigration politique ouzbek, membre du comité central du mouvement national Birlik (L'Unité), affirme que le ministre russe des Affaires étrangères est désinformé par le pouvoir ouzbek. La Russie avait déclaré que les heurts en Ouzbékistan avaient été provoqués par les islamistes et par quelques Tchétchènes. Il accuse également les États-Unis de considérer les islamistes comme une alternative au pouvoir actuel et de les soutenir. Pour lui les émeutes ont été provoquées par les autorités qui voulaient asseoir leur pouvoir et faire passer un message à Washington. Pour Khamkhoiev, l'administration Karimov a elle même libéré les détenus pour attiser la violence, puis a fait disparaître près d'un millier de cadavres par avion en toute discrétion. Il considère les Russes comme des alliés traditionnels, mais il leur conseille de ne pas commettre l'erreur de continuer à soutenir aveuglément le pouvoir actuel sous peine de perdre définitivement le pays.

Le *Turkish Weekly* publie un témoignage très différent d'un rebelle anonyme affirmant avoir participé aux événements d'Andijan. L'interview est reprise du site *Ferghana.Ru*. Cette agence d'information basée à Moscou a reçu une aide de Georges Soros en 1999 mais a sans doute pris ses distances avec lui. En effet, le milliardaire a renoncé à soutenir l'opposition. Elle était la seule à avoir des correspondants à Andijan pendant les affrontements de la mi-mai, cela a valu à son correspondant Alexei Volossevitch de passer plusieurs dizaines de fois à la télévision et à la radio russe. Elle est en revanche interdite d'antenne, et même d'écoute, en Ouzbékistan. Le témoignage donne une vision sensiblement différente des événements d'Andijan que ce qui a été présenté en Occident. L'interviewé, qui se fait appelé Rustam, se dit membre de l'Akramia, une confrérie musulmane fondée par Akram Yuldashev et d'autres radicaux anciens membres du Hizb ut-Tahrir. Il raconte comment l'insurrection était planifiée par les islamistes, qu'ils étaient armés et qu'ils avaient pris des otages dans les bâtiments officiels. Tout en affirmant que son mouvement est pacifiste, il reconnaît l'attaque par des hommes armés, en précisant qu'il n'y a pas participé. Ce point de vue est en complet décalage avec les descriptions d'exécutions de masse décrites par les médias occidentaux. Il déclare que les membres de son mouvement sont réfugiés sur la frontière kirghize notamment et qu'ils préparent des opérations d'envergure. L'annonce par les États-Unis de leur décision de retirer leur base d'Ouzbékistan pour la transférer en Afghanistan et

la recommandation à leurs ressortissants de quitter le pays pourraient signifier que cette hypothèse est prise au sérieux à Washington.

Dans le même temps, les tractations de Karimov avec les Chinois et les récentes décisions états-unienne semblent compromettre sérieusement le projet 100% états-unien d'oléoduc cher à Sanjar Oumarov, un oligarque très proche des États-Unis puisqu'il gère nombre de leurs investissements dans le pays. Dans une interview à la publication électronique Tribune.uz, cet homme d'affaire influent explique son parcours et propose des réformes de fond pour une libéralisation de tous les secteurs de l'économie. Il s'est récemment fendu d'une lettre à Condoleeza Rice pour lui demander d'intervenir plus activement dans le pays. D'après lui, livrer le pays aux capitaux étrangers devrait résoudre tous les problèmes, il suffit de faire valider cette politique par référendum. Il convoite le poste de Premier ministre, mais ne demande pas nécessairement le départ du président, ce qui fait dire à certaines personnes dans l'opposition qu'il a un accord secret avec celui-ci.

Les intérêts de la population sont relégués au second plan tant que la lutte des clans en interne et tant que le combat des grandes puissances pour l'accès aux richesses du pays ne seront pas terminés. Une chose est sûre, l'Ouzbékistan devrait faire sa réapparition dans les gros titres des mois à venir.

Réseau Voltaire

Valéry Giscard d'Estaing



Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française (1974-1981), était président de la Convention européenne. Il est membre du Conseil constitutionnel.

« Réflexions sur la crise de l'opinion à l'égard de l'Europe »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Réflexions sur la crise de l'opinion à l'égard de l'Europe », par Valéry Giscard d'Estaing, *Le Monde*, 15 juin 2005.

Je crois qu'il peut être utile de déterminer avec soin les éléments qui ont conduit une majorité de Français et de Françaises à dire non au référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (TCE). Ce résultat est démocratiquement acquis mais comprendre ses raisons permettra d'en limiter les effets néfastes pour la France et l'Europe, et aussi d'éviter les fausses pistes vers lesquelles une interprétation incorrecte des résultats du vote risquerait de conduire. C'est un exercice difficile car nous ne disposons pas de statistiques précises sur les raisons des votes.

Notons d'abord que le oui a gagné dans la plupart des grandes villes (à l'exception de Marseille) et que le non l'a emporté dans les campagnes et les villes moyennes. Notons également que le choix de passer par un référendum était légitime. Vu l'enjeu, il comportait des risques, car l'expérience enseigne que les réponses au référendum sont influencées par des considérations étrangères à la question posée. La gestion du référendum a accentué ce risque, puisqu'on a compliqué inutilement la question en envoyant aux Français un

fascicule de 191 pages, comprenant 448 articles, 36 protocoles, et 50 déclarations. Les Français ont pris cet envoi comme une agression et ont jugé dès lors que la Constitution était trop compliquée. J'étais favorable pour ma part au seul envoi de la partie proprement constituante et de la Charte des droits fondamentaux. La troisième partie, qui est déjà appliquée, a pourtant été centrale dans le débat alors que la Convention n'avait travaillé que sur la première partie. Le « projet de traité instituant une Constitution pour l'Europe » que j'ai remis au Conseil européen réuni à Thessalonique le 20 juin 2003 ne comprenait que deux parties, la Constitution et la Charte, contenues dans un mince fascicule. C'est ce projet qui a recueilli l'approbation de principe du Conseil européen. La troisième partie visait simplement à assurer la continuité des politiques suivies. Dès lors qu'on ajoutait au traité la troisième partie, la voie référendaire n'était plus appropriée.

Les Français ont eu une première impression positive de cette constitution. Ils la soutenaient à 60 % lors de sa signature à Rome et ils sont restés majoritairement favorables à ce texte jusqu'en février 2005. Mais en février 2005, la conjoncture économique est devenue mauvaise et la courbe de confiance des ménages a baissé en parallèle avec les intentions de voter oui. Parallèlement, les côtes de popularité des grands responsables politiques connaissent une baisse qui se poursuivra inexorablement de mars à mai. En outre, certains à gauche et à droite ont utilisé le référendum pour leurs ambitions présidentielles en 2007. C'est dans cette situation déstabilisée que s'ouvre la campagne, déjà détournée de son objet. Pris par surprise, les partisans du « oui » n'avaient pas de stratégie pour défendre le oui. **Jean-Pierre Raffarin** s'est alors présenté comme le chef de la campagne d'explication du TCE et il a accru les risques de vote sanction. Conséquence des arguments perfides des partisans du « non », jusqu'au dernier moment, la priorité n'a pas été donnée à l'enjeu essentiel, la ratification de la Constitution en tant que telle, mais au rôle des acteurs par rapport à cette ratification. Les partisans du traité ont été incapables de renouveler le rêve d'Europe miné par 15 ans d'imputation à Bruxelles des problèmes nationaux. Le camp des non a eu recours à une méthode différente : il a choisi une tactique de harcèlement, consistant à frapper là où il pensait pouvoir faire mal, sans se soucier de l'exactitude de ses affirmations. Leurs arguments sur une possible renégociation et sur la nature ultralibérale du projet ont été dévastateur. Les Français de bonne foi ont été trompés, mais ils ne le savent pas encore.

En réalité, dans la campagne, la partie proprement constituante n'a pas été véritablement contestée. On n'y a pas non plus fait de proposition alternative. Sur la deuxième partie, la Charte des droits fondamentaux, la campagne était animée sur le réseau Internet, généralement par des gens se situant à gauche qui craignaient certaines interprétations du texte. Pourtant, c'était l'aile gauche de la Convention qui avait le plus insisté pour intégrer ces éléments. C'est donc finalement sur la troisième partie que s'est concentré le tir des adversaires, et que se sont échangés les arguments. Débat étrange, presque surréaliste, puisque, je le répète, ce texte ne constitue qu'un moyen juridique permettant de poursuivre les politiques de l'Union, décidées par les traités antérieurs qui ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité et qui ne sont pas re-négociables. Quel était l'enjeu de cette curieuse argumentation ? Fallait-il rouvrir la négociation des traités antérieurs ? En France, personne ne l'a vraiment demandé. Ailleurs, cette question n'intéressait personne. Ainsi, constatation étonnante, l'essentiel du projet de Constitution était-il sorti, sur le fond, indemne de la campagne

référendaire.

Les motifs du non ont été décrits par les commentateurs : le vote sanction du pouvoir, le chômage, le refus de la concurrence, la crainte des délocalisations et des élargissements, et tout au bout, la difficulté de compréhension du texte constitutionnel. Mais si on veut bien comprendre ce qui s'est passé, il faut aller plus loin. Il a fallu moins de trois mois pour transformer une large approbation en rejet massif. Au cœur de ce renversement, il y a la méfiance et la peur. Les Français sont soumis à la globalisation et à la concurrence. Dans ce contexte, l'Europe est perçue comme une menace, surtout depuis son élargissement. A cette peur, s'ajoute la méfiance vis-à-vis des dirigeants de tous poils. L'électeur de base se sent victime d'une conjuration dans laquelle personne ne le consulte ou ne tient compte de son vote. D'où la nécessité d'un non fort, pour, enfin, se faire comprendre. Cette peur et cette méfiance s'exercent contre les dirigeants européens perçus comme voulant disloquer le modèle social français. Ils se trouvent également concernant l'élargissement, vu comme un risque pour les droits sociaux. Cette méfiance se transforme même en colère concernant la possibilité d'une adhésion turque. Dans ces conditions, le « non » est apparu plus protecteur que le oui.

Ce résultat est également inquiétant quand à la division en strates de la société française. Les partisans du non étaient fermés aux arguments du oui. On constate que plus le niveau de diplôme était bas, plus le vote pour le non était fort. Le dialogue vertical, indispensable à un bon fonctionnement démocratique et au mouvement de promotion interne du tissu social, fait place à une coupure qui alimente l'anti-élitisme. Enfin, et c'est la notation la plus préoccupante : les électeurs jeunes ont choisi massivement le non. C'est la première fois dans l'histoire politique de l'Europe que les jeunes choisissent la fermeture. Cette réflexion sur le vote serait incomplète sans un témoignage rendu aux 45 % d'électeurs qui ont voté en faveur de la Constitution. Leur vote n'était pas facile, puisqu'il s'inscrivait à contre tendance. Ils ont su résister aux arguments xénophobes des partisans du non. Même s'ils n'ont constitué qu'une minorité - une large minorité -, celle-ci constitue une base solide sur laquelle pourra s'appuyer toute politique active de redémarrage de la France.

Le vote français est un véritable gâchis. Il renforce l'image négative de la France en Europe. Comment croire que 24 pays vont accepter de re-négocier un traité qu'ils ont signé avec nous et qu'ils vont accepter des demandes que nous avons du mal à définir nous même ? Nous allons revenir au traité de Nice et à son fonctionnement aberrant. Plus grave sans doute est le fait que les Allemands et les Français ont apporté, pour la première fois depuis cinquante ans, des réponses de sens contraire à une même question. C'est le résultat qui m'a causé personnellement le plus de peine. Le non de la France et des Pays-Bas a libéré toutes les forces centrifuges de l'Europe. Si chacun se contente de défendre les intérêts de son pays à Bruxelles, d'où viendra l'élan nécessaire pour organiser le continent européen ? Cet état de choses ne déplaît pas à tout le monde ! Alors que le traité constitutionnel avait été finalement accepté par tous nos partenaires, même par ceux qui s'étaient montrés les plus réticents au départ, comme la Grande-Bretagne et certains pays scandinaves, notre non leur ouvre un nouvel espace de manœuvre. Il faut cependant se réjouir de la façon mesurée dont **Tony Blair** a reporté le référendum dans son pays. Lui ne désespère pas de voir le traité aboutir.

Chacun savait, depuis l'origine, qu'il existait un risque que le projet de traité constitutionnel ne soit pas ratifié par un, ou plusieurs Etats. Personne, à vrai

dire, n'envisageait que ce soit le cas en France. Le traité a prévu, dans son article 442, une telle situation. Si, en novembre 2006, les quatre cinquièmes des Etats membres ont ratifié le traité, et si un ou plusieurs Etats ont rencontré des difficultés pour le faire, le Conseil européen se saisira de la question. Il sera alors possible de réévaluer le traité et de faire comprendre à la France qu'elle doit renoncer à ses chimères de renégociation. La passion, nourrie par la crainte et par la méfiance vis-à-vis du pouvoir, l'a emporté sur la raison. Les passions ont leur légitimité. Mais la raison sait attendre...

Dominique Moïsi, Timothy Garton Ash, Michael Mertes, Aleksander Smolar

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) est un membre européen de la Commission Trilatérale.



Historien de la chute du communisme, Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy et l'auteur de *History of the Present*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

Michael Mertes est ancien conseiller du chancelier allemand Helmut Kohl sur les affaires européennes. Il est associé-gérant de Dimap Consult (Allemagne).

« Nous ne devons pas laisser notre grandeur vaciller »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « We must not let our greatness flicker », par Timothy Garton Ash, Michael Mertes, Dominique Moïsi, Aleksander Smolar, *International Herald Tribune*, 16 juin 2005.

Les historiens jugeront le 29 mai 2005 et le 1er juin 2005, dates des non français et hollandais, comme des tournants symboliques pour l'Europe. C'est la fin symbolique d'une ère qui s'était ouverte après la Seconde Guerre mondiale, une période marquée par la révérence envers l'Union européenne, associée à la paix, à la prospérité et à la liberté. Aujourd'hui seul le masochisme peut nous pousser à continuer le processus de ratification. En effet, même si Français et Hollandais ont également voté pour des questions domestiques et si l'extrême droite et la gauche ne constituent pas une majorité cohérente, ignorer ce refus délégitimerait la cause de l'Europe. On ne peut pas non plus s'accrocher aux vieilles recettes telles que l'axe franco-allemand.

Il faut faire une pause. Toutefois, cela ne signifie pas l'immobilité. Il faut travailler dans quatre directions :

- ▶ Il faut sauver la politique étrangère de l'Union européenne du désastre. Les États-Unis, la Russie et la Chine ne doivent pas considérer que l'Union européenne est un interlocuteur obsolète. Il faut garder en poste **Javier Solana**.
- ▶ Il faut continuer à réformer les économies nationales trop rigides.
- ▶ Il faut poursuivre l'élargissement avec courage et détermination.
- ▶ Il faut trouver un compromis sur le budget.

Comme après le rejet de la CED en 1954, il faut s'appuyer sur un échec pour mieux repartir.



Aleksander Smolar est président de la Fondation Stefar Batory (l'antenne polonaise de la fondation Soros), Chargé de recherche au CNRS, il a été le conseiller spécial de Tadeuz Mazowiecki, premier chef de gouvernement de l'ère post-communiste en Pologne.

Frits Bolkestein



Ancien directeur de la section chimie de Shell (1973-1976), député libéral néerlandais (1978-1982, 1986-1988, 1989-1999), ministre du Commerce extérieur (1982-1986) et de la Défense (1998-1999), Frits Bolkestein est ancien commissaire européen au Marché intérieur. Son nom reste attaché à la directive sur la libéralisation des services dans l'Union européenne. Il est aujourd'hui lobbyiste pour MENATEP dans l'affaire Yukos.

« Voilà comment recommencer »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Here's how to get started again », par Frits Bolkestein, *International Herald Tribune*, 15 juin 2005.

Les Français et les Hollandais ont tué le Traité constitutionnel européen (TCE). Si les gouvernements de l'Union européenne tentent de le ressusciter, ils ne feront qu'attiser la colère des électeurs du non. Les dirigeants européens doivent prendre leur temps et réfléchir. Les éléments suivant peuvent être utiles à la réflexion :

- ▶ Ne qualifions pas ce traité de « Constitution » cela a pour conséquences de provoquer de trop grandes peurs ou de trop grandes attentes.
- ▶ Il faut retirer la Charte des droits fondamentaux. Elle ne sert à rien car nous avons déjà la déclaration européenne des Droits de l'homme.
- ▶ Ne faites pas du Conseil européen une institution. Il y en a assez comme ça dans l'Union européenne.
- ▶ Il faut que tous les États aient le même poids dans la Commission européenne ;
- ▶ Sans accord des États, il ne peut y avoir de politiques étrangères communes. La création d'un poste de ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne ne sert donc à rien.
- ▶ Ne commencez pas les négociations avec la Turquie. Une demi-douzaine d'électorat n'en veut pas. Cette entrée provoquerait l'adhésion de plein d'autres pays et l'Union européenne ne serait plus qu'un grand marché commun.
- ▶ Il faut garder un budget européen modeste. Il faut donc limiter les dépenses, réduire le coût de la PAC et réserver l'aide régionale aux pays les plus pauvres. Les Britanniques devraient ravalier leur fierté et accepter de mettre fin à leur rabais.

Si on respecte ces conditions, le chemin sera dégagé pour un nouveau traité amendé.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« Enterrez le traité et créez une nouvelle vision de l'Europe »

Source : The Independent (Royaume-Uni)

Référence : « Bury the treaty and create a new vision for Europe », par Charles Kennedy, *The Independent*, 14 juin 2005.

Le rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) par les Français et les Hollandais fait du sommet de Bruxelles un moment clé. **Tony Blair** a raison d'appeler à une pause réflexion mais cela ne doit pas empêcher de faire preuve de stratégie. Je considère que la Constitution était une avancée pour l'Union européenne mais nous sommes des démocraties et nous ne pouvons pas forcer la France et les Pays-Bas à accepter ce texte. Or, sans eux, il n'a plus de sens. Le conseil européen doit le reconnaître.

Il faut reconstruire la confiance envers l'Union européenne. Les peuples ont été trop peu associés aux transformations de l'Union européenne des deux dernières décennies. Il faut également ajuster les institutions à l'élargissement ; et ce d'autant plus que ces élargissements doivent continuer. Il faut mettre au point des réformes faisant l'unanimité et qui rendront l'Union européenne plus transparentes. Cela doit commencer par une réforme du budget, et notamment de la Politique agricole commune (PAC). Il faut également réformer les économies européennes trop fermées mais laisser les modèles sociaux au niveau des États.

Quoi qu'il en soit, le refus du TCE nous offre une salutaire leçon concernant les conséquences de l'éloignement de la construction européenne du peuple. Il faut cesser de faire de l'Europe un bouc émissaire face aux difficultés nationales et redonner une nouvelle confiance dans l'Union européenne. Il faut également laisser à la prochaine génération de dirigeants européens qui remplacera **Jacques Chirac, Gerhard Schröder, Silvio Berlusconi** ou **Tony Blair** le soin de changer l'Union européenne.

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« Il faut une pause de réflexion sur la Constitution »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Il faut une pause de réflexion sur la Constitution », par Tony Blair, *Le Figaro*, 15 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous pouvons avoir un accord sur le budget qu'à condition que chacun comprenne qu'il doit être équitable pour tous. Notre contribution nette a été, au cours des dix dernières années, deux fois et demie supérieure à celle de la France. Sans le rabais, ce serait 15 fois plus. Je ne suis pas contre une discussion sur ce rabais. Mais il est important que les gens comprennent que le rabais n'est qu'un mécanisme de correction d'un système de paiement qui, autrement, serait grossièrement injuste. Je voudrais que l'ensemble du budget soit réexaminé et qu'on ne dépense pas autant sur l'agriculture.

Je crois que la réaction négative à l'égard de l'Europe est la même en France, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Allemagne, où il serait sans doute très difficile de gagner un référendum, s'il y en avait un. Il faut en tenir compte. Toutefois, un nouveau compromis sur la question du financement ne répondra pas aux vraies attentes. Ce qui préoccupe les gens c'est l'économie, la mondialisation, la poussée de la Chine et de l'Inde, les économies à faibles coûts salariaux qui produisent des biens à fortes valeurs ajoutées, la sécurité, l'immigration, le crime organisé, les trafics d'êtres humains... etc. Nous ne voulons pas créer un club de libre échange en Europe. Parler de « modèle anglo-saxon » pour le désigner est d'ailleurs un contre-sens absolu. Nous sommes en faveur d'une dimension sociale très forte. Mais ce doit être une dimension sociale qui corresponde au monde actuel. Nous vivons dans un monde où il faut constamment s'adapter et être flexible.

J'étais favorable à la Constitution et je considère qu'on a toujours besoin d'un bon ensemble de règles pour gouverner l'avenir de l'Europe. Je ne dirais pas que le texte est mort mais il faut noter qu'il n'est pas possible d'imposer ce texte. Je pense qu'il serait sensé d'observer maintenant une pause de réflexion. Mon opinion personnelle, c'est qu'il ne serait pas sensé de poursuivre pour le moment avec les référendums.

Ma présidence de l'union va être difficile. Nous allons travailler à la réforme économique. Nous allons nous assurer qu'on allège une partie du fardeau des réglementations sur les sociétés en Europe. Que Bruxelles se concentre sur les choses qui intéressent les gens, sans s'ingérer là où ce n'est pas nécessaire ; qu'on agisse de façon coordonnée contre le crime organisé et l'immigration. Sans oublier l'environnement, et l'aide au développement. Il faut que les gens voient que l'Europe fait quelque chose.

Denis MacShane



Ancien ministre britannique travailliste des Affaires européennes, Denis MacShane est député travailliste à la Chambre des Communes.

« Nous avons besoin de commencer à parler aux Européens »

Source : The Independent (Royaume-Uni)

Référence : « We need to start talking to Europeans », par Denis MacShane, *The Independent*, 14 juin 2005.

Quelle surprise ! [1] Les Français veulent notre argent et nous voulons que leurs vaches cessent d'absorber le budget européen aussi massivement. Il n'y a rien, de nouveau. Cela fait 30 ans que nous souhaitons une réforme de la Politique agricole commune (PAC). Il s'agit d'une politique outrageusement protectionniste bien qu'elle ne soit pas aussi agressive pour les pays du tiers monde que celle des États-Unis ou du Japon.

Malheureusement, faute d'engagement diplomatique suffisant, la PAC se poursuivra. Il est devenu urgent pour la Grande Bretagne de développer ses réseaux d'amitié dans les capitales européennes. Ce n'est pas qu'à Bruxelles que les décisions sont prises. En outre, faire des déclarations à Londres, en Anglais et espérer que les autres capitales en tiendront compte est illusoire.

Nous devons avoir une classe politique capable de se faire entendre en Europe. Il faut également que les ONG, syndicats et églises britanniques aillent présenter leurs arguments à leurs homologues en Europe. Il faut enfin que dans notre pays nous cessions de voir les patrons de presse eurosceptiques dicter notre politique européenne.

[1] En Français dans le texte

Yuliya Tymoshenko



Multimilliardaire ukrainienne, Yuliya Tymoshenko est Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, proche de Viktor Yushchenko et a joué un rôle central dans la « Révolution orange ».

« Augmenter nos efforts pour adhérer à l'UE »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Augmenter nos efforts pour adhérer à l'UE », par Yuliya Tymoshenko, *Le Figaro*, 14 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le résultat du référendum est une douche froide politique, notamment pour l'Ukraine. Mais je n'estime pas pour autant que ce non à la Constitution soit un non à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. Je le dis avec d'autant plus d'assurance que cette adhésion est soutenue par presque tous les pays de l'Union européenne d'après les sondages. Le refus du traité constitutionnel européen (TCE) est toutefois une complication. L'Ukraine va donc continuer à travailler pour son intégration.

C'est la raison de ma venue en France, je veux travailler avec les entreprises

françaises pour construire des projets. Nous sommes ainsi très intéressé par un partenariat avec Gaz de France. Ce qui ne veut pas dire que nous nous détournons de Gazprom. Trop longtemps, les relations entre l'Ukraine et la Russie ont été dictées par les intérêts de quelques personnes. Cela n'est profitable à aucun de deux pays. Malheureusement, je pense que certains politiciens de l'espace postsoviétique continuent de penser qu'on peut mettre les voisins à genoux, en utilisant des procédés de l'époque stalinienne. J'ai toutefois l'impression que le climat s'améliore. La direction russe sait que l'équipe arrivée au pouvoir en Ukraine est installée pour longtemps et que la renaissance de Yanoukovych est impossible.

Contrairement à ce qui a été dit, le président **Viktor Yushchenko** et moi avons d'excellentes relations. Et cela devrait durer au moins une décennie ! Les problèmes viennent de certaines personnes qui ne sont au gouvernement que pour défendre leurs affaires. Ces gens là seront obligés de partir. Moi même j'ai renoncé à mes affaires pour faire de la politique et l'ancien pouvoir s'est acharné sur moi et ma famille pour cela.

Nous devons nous attaquer aux mafieux qui ont pris l'économie ukrainienne sous Kuchma. Mais l'affaire **Mikhail Khodorkovsky** est l'exemple de ce que nous ne voulons pas faire. Il s'agit d'une justice qui apparaît sélective, biaisée, et donc contre-productive. C'est ce que nous voulons éviter.

Barkhom Khamkhoiev



Barkhom Khamkhoiev est membre de la direction du mouvement populaire d'Ouzbékistan Birlik (Unité). Il est l'une des figures de l'émigration politique de l'Ouzbékistan.

« La Russie peut perdre l'Ouzbékistan »

Source : Novyie Izvestia (Fédération de Russie)

Référence : « », par Barkhom Khamkhoiev, *Novyie Izvestia*, 7 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les déclarations du ministre des Affaires étrangères de Russie concernant les événements d'Andijan sont la preuve d'un manque d'informations fiables. Sur la place de Smolensk, on utilise des informations provenant de Karimov. Il faut analyser la situation globalement. Dans le cadre de cette lutte clanique, les Américains essayent de trouver un allié dans l'opposition et si possible parmi les dirigeants islamistes modérés. Les élections présidentielles ont lieu en 2007 et l'affaire d'Andijan est un signal de Karimov aux Américains pour leur signifier que leur tentative va échouer. Les structures gouvernementales ont montré leur loyauté. Le gouvernement a besoin de faire ressurgir la menace islamiste. Après avoir réprimé dans le sang le soulèvement de talibans et de terroristes, le pouvoir peut présenter Karimov comme le seul « leader civilisé » du pays.

J'ai pu parler avec un prisonnier politique échappé de la prison d'Andijan qui m'a raconté que c'est l'administration pénitentiaire elle-même qui les a libérés. Ils étaient attendus par des fusils automatiques à la sortie. Le rôle du Hizb ut Tariq est difficile à établir, même si le président accuse ce groupe ayant pignon sur rue à Londres d'être à l'origine de tous les attentats du pays. Je ne suis pas pour le califat mais on ne peut pas pour autant enfermer tous ses adeptes,

d'autant plus qu'ils se déclarent opposés à la violence.

Nous procédons à une enquête sur les événements d'Andijan avec Mémorial et d'autres organisations. Nous avons relevé les noms de 316 personnes décédées. Les noms de 630 personnes décédées et évacuées par avion sont inconnus. Selon certains le nombre de morts pourrait atteindre 1500. Je pensais auparavant que la Russie n'avait pas de politique vis à vis des pays de la CEI, j'ai pu constater lors des élections en Ukraine qu'il n'en est rien. La Russie a encore une chance de tirer son épingle du jeu en Ouzbékistan. Le peuple Ouzbek s'est toujours tourné vers la Russie historiquement et économiquement. Les États-Unis sont intéressés par l'Asie centrale à cause de problèmes interne, en matière d'énergie en particulier. Le régime actuel n'est pas éternel, et je ne lui donne pas plus de deux ans si les Américains essayent vraiment de le remplacer. La Russie ne peut pas l'ignorer, sinon elle risque de perdre l'Ouzbékistan.

Rustam

Rustam est un anonyme de 36 ans vivant dans la clandestinité. Libéré de prison pendant les émeutes en Ouzbékistan, il est membre de l'Arkamia, une confrérie musulmane initiée par Akram Yuldashev à la fin des années 1980. Il dirigeait un atelier appartenant à la confrérie jusqu'à ce que les autorités commencent à réprimer leurs activités.

« Interview avec un survivant ouzbek, rebelle de l'Akramiya »

Source : Turkish Weekly

Référence : « Interview with a Surviving Uzbek Rebel of Akramiya », par Rustam, *Turkish Weekly*, 26 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview, l'auteur qui craint pour sa sécurité a utilisé un prénom d'emprunt.

Notre organisation a toujours promu des méthodes non-violentes, nous luttons contre la tyrannie du régime et l'absence de droit. Nous n'avons rien contre l'état et il n'y a rien d'extrémiste dans le livre écrit par notre leader Akram Yuldashev. Les autorités essayent d'effrayer le monde entier avec ce livre qui n'est qu'un traité philosophique. Nous sommes plusieurs centaines et nous avons une totale confiance mutuelle. Nos activistes sont intègres et c'est pour cela qu'ils ont la confiance de la population.

Nous avons réussi à prospérer dans toutes les entreprises montées, il y a même une époque où nos activistes étaient présentés à la télévision comme des entrepreneurs prospères. Cela n'a pas duré car nos idées ne cadrent pas avec l'idéologie étatique. Nous avons été placés sous surveillance, les autorités ont commencé à fermer nos ateliers sous divers prétextes. Nous ne voulons pas du califat, juste de la justice et la liberté d'entreprendre. Allah est mon témoin, nous ne souhaitons pas ce qui s'est passé à Andijan mais notre résistance passive n'a servi à rien. Nous avons perdu patience quand un groupe d'innocents a été enfermé. Ils ont été jugés à huis clos. Ensuite ils ont tué nos femmes, nos mères, nos enfants, c'est ce qui nous a décidé à prendre les armes. Je ne comprends encore pas ce qui s'est passé, je n'ai pas participé à l'attaque. Les autorités ont elles-mêmes mis le feu à certains bâtiments pour nous accuser et justifier leur intervention. Elles déclarent que ce sont nos hommes qui ont ouvert le feu, mais qui aurait tiré sur sa propre famille venue le supporter ? Quand nos hommes sont sortis avec des otages, ils ont tué tout le monde. Nous pensions qu'ils utiliseraient des canons à eau ou des balles en plastique. Quand les véhicules sont arrivés, les gens ont commencé à leur jeter tout ce qu'ils

trouvaient, c'est alors qu'ils ont commencé à tirer. Je pense qu'au moins 1000 personnes ont été tuées.

Je pense que je vais essayer de rejoindre nos hommes qui sont sur la frontière avec le Kirghizistan, nous échafauderons alors un plan. Je ne sais pas encore lequel, je n'ai plus de contacts avec mon organisation. Je ne sais pas ce qui se passe dans le pays car on diffuse des conférences de presse de Karimov en permanence. Nos idées ne sont pas vaincues, elles survivront à tout. Nous avons des hommes dans tout l'Ouzbékistan et à l'étranger.

Sanjar Oumarov



Sanjar Oumarov est un oligarque actif dans le secteur pétrolier, qui a attiré des investissements étrangers, notamment états-uniens, dans son pays. Il a été élu à la tête de la coalition Ouzbékistan ensoleillé. Sa maîtrise de la langue française lui a permis d'enseigner à Biskra en Algérie dans les années 1980.

« Sandjar Oumarov, leader de la "coalition ensoleillée" »

Source : Tribune-uz

Référence : « », par Sanjar Oumarov, *Tribune-uz*, 8 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai participé à la création en 1991 de la première compagnie de téléphone mobile d'URSS, Ouzdounrobota, avec des investissements américains. Ce premier projet, ainsi que l'indépendance du pays, m'ont incité à promouvoir les investissements étrangers dans l'agriculture. Cela m'a permis d'initier en 1992 la création de l'Union Républicaine de Commerce Extérieur Ouzagrottradeinvest. Elle s'occupait d'investissements étrangers dans la production de fruits et de légumes, ainsi que de leur exportation. Nous sommes aussi à l'origine du financement par la Banque mondiale de plusieurs usines. Je me suis enfin occupé d'investissements dans le domaine du gaz et du pétrole. En 1996 j'ai rendu possible l'apport d'investissements américains dans la création d'une compagnie de transport américano-ouzbek, Neftegaztrans. Notre dernier projet c'est la construction en Ouzbékistan d'une usine de production de carburant à partir de gaz naturel. L'Ouzbékistan est très riche en gaz naturel mais l'extraction de pétrole baisse régulièrement. Notre entreprise se propose de construire pour un milliard de dollars d'investissements directs nord-américains.

La coalition Ouzbékistan ensoleillé est une union ouverte de différentes organisations pour la réalisation de réformes réelles et radicales dans la vie socio-économique du pays. Les pseudo-réformes menées par le pouvoir et Oli Majlis nous ont menés dans une impasse. Si le président actuel se montre prêt aux réformes, il est encore possible d'apaiser la situation. Nous demandons le remplacement de tout le conseil des ministres. Le président doit ensuite confier le pouvoir à des réformateurs, l'armée et les services de sécurité peuvent rester sous contrôle du président mais ne doivent pas se politiser. Si j'étais Premier ministre, j'organiserais un conseil économique consultatif international pour qu'avec l'aide d'économistes, de financiers et de politiciens nous réfléchissions à un programme de réformes en accord avec les organisations financières internationales. J'organiserais ensuite une consultation nationale pour faire approuver ces réformes.

Presque toute l'économie du pays est contrôlée à la soviétique par une

bureaucratie corrompue. La coalition ensoleillée est favorable à un libéralisme et une économie de marché libre qui permettra aux Ouzbeks de conserver leur famille et de construire un avenir meilleur. Nous sommes pour la privatisation de tous les secteurs de l'agriculture et de l'industrie mais en conservant à l'esprit les erreurs commises en Russie. Le système bancaire est en situation de crise chronique et au bord du krach, il faut mener une politique macro-économique ferme orientée vers le développement de l'économie privée.